

**Article d'Alain Lamassoure, ancien ministre, député européen,
paru dans le Figaro du 16 février 2008**

La Banque centrale européenne n'est pas responsable de tous nos maux

*« On ne peut pas prétendre que l'euro est à l'origine de l'inflation
et trouver que les taux d'intérêt de la BCE sont trop élevés »*

Un consensus émouvant rassemble une grande partie des élites françaises pour dénoncer la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Un consensus, que dis-je ? Une nouvelle pensée unique. L'ogre de Francfort, insensible au sort du petit peuple, est une cible familière pour les souverainistes inconsolables de la disparition du franc, pour les théoriciens des bienfaits de la monnaie fondante et, plus sournoisement, pour ceux qui espèrent que nos voisins feront les efforts à notre place.

Pour ne pas trop nous nuire à nous-mêmes par un mauvais diagnostic, il est bon de se rappeler quelques faits.

Les statuts de la Banque lui donnent comme « objectif principal » de « maintenir la stabilité des prix ». C'est heureux : c'est pour cela qu'on l'a créée, et la formule figure naturellement dans tous les statuts de banque centrale. Exigence encore plus grande pour une monnaie radicalement nouvelle, partagée par une douzaine de pays aux politiques économiques et aux niveaux de vie différents.

Mais il est faux de dire que cet objectif est le seul que les statuts assignent à la Banque. Sous réserve de celui-ci, « elle apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union », au premier rang desquels figurent expressément la « croissance durable » et « un niveau élevé d'emploi ». Par rapport aux statuts de la Fed américaine, le libellé est différent, mais non point l'esprit. D'ailleurs, comment peut-on donner sans cesse la pratique américaine en exemple sans observer que, depuis huit ans, les taux européens ont baissé de moitié, et que, jusqu'à ces tout derniers jours, ils étaient nettement plus bas que les taux américains ?

Il faut choisir : on ne peut pas à la fois prétendre que l'euro est à l'origine de l'inflation et trouver que les taux d'intérêt de la BCE sont trop élevés.

La crise financière n'est pas née de politiques monétaires trop restrictives mais d'un déluge mondial de crédits qui a pris naissance dans le laxisme monétaire facilité par la Fed. Voilà des années que, grâce à la concurrence des pays à bas coûts, les prix à la consommation étaient maîtrisés, mais l'inflation générée par la création monétaire s'est transférée, hors indice des prix, sur les actifs mobiliers et immobiliers : les « bulles » se sont gonflées. Elles n'ont pas épargné la zone euro : l'Irlande et l'Espagne ont usé et abusé du crédit à la faveur de taux qui, pour ces pays très dynamiques, étaient plutôt trop bas que trop hauts.

La hausse de l'euro par rapport au dollar est ressentie le plus douloureusement par des entreprises comme Airbus, qui produisent en zone euro et vendent en zone dollar. Mais la Banque centrale n'est pas seule en cause : la politique des changes est une compétence partagée par la Banque avec les gouvernements eux-mêmes, ceux-ci ayant même la responsabilité exclusive de négocier et de conclure des accords de

change avec les autres zones monétaires ! Sur les grands déséquilibres entre l'euro, le dollar, le yen et le yuan, c'est d'abord les autres gouvernements européens qu'il faut convaincre, puis les responsables politiques et monétaires des autres zones, en se souvenant qu'en matière monétaire rien de sérieux ne se décide sur la place publique.

Et c'est là que les difficultés commencent. Car nos partenaires ont fait, chez eux, les efforts auxquels nous nous étions tous engagés, et que la France a trop longtemps différés. Et leur courage a été récompensé. Au cours des dix dernières années, le pouvoir d'achat a augmenté de 30 % en Espagne, 40 % en Finlande et même 50 % en Irlande, contre seulement 15 % chez nous. La politique monétaire honnie menée par la BCE n'a pas empêché l'Allemagne de redevenir le premier exportateur mondial, dépassant les États-Unis et même la Chine, au moment même où se creusait notre propre déficit commercial.

Grattons encore : en France, depuis 2000, la consommation de produits manufacturés a augmenté de 25 %. Mais, dans le même temps, notre production industrielle n'augmentait que de moins de 10 %, alors que les importations de produits industriels s'accroissaient de 66 % ! Autrement dit, non seulement la hausse du pouvoir d'achat des Français est trop faible, mais elle profite six fois plus à nos concurrents étrangers qu'aux industriels français ! La délocalisation des achats précède la délocalisation des emplois.

Conclusion : c'est notre appareil productif qui ne répond plus aux besoins des consommateurs d'aujourd'hui, français ou étrangers. Voilà des années que l'investissement industriel est en berne. Nous manquons d'ingénieurs, et une partie des meilleurs de ceux que nous formons préfèrent partir aux États-Unis ou dans la banque. À la différence de la quasi-totalité des pays industriels, nous n'avons encore engagé sérieusement ni la réforme de notre bureaucratie d'État ni celle de l'assurance-maladie, condamnant ainsi notre appareil productif à financer des charges publiques improductives pour le citoyen et supérieures de 5 points de PIB à celles de nos voisins de l'Euroland.

Si cela nous soulage, défoulons-nous en criblant de fléchettes la photographie du président de la Banque centrale européenne. Mais ne soyons pas nos propres dupes en confondant jeux de carnaval et procès en sorcellerie.